

CONVENTION entre
l'Université Robert Schuman (Strasbourg III)
(Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion)
et
l'Université de la Sarre
(Faculté de Droit et de Sciences économiques et Centre juridique franco-allemand)

Entre les soussignés,
l'Université Robert Schuman de Strasbourg, domiciliée 1 place d'Athènes, F - 67000 STRASBOURG, représentée par son Président, Mme Florence BENOIT-ROHMER ; agissant pour le compte de la Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion, représentée par son Doyen, Monsieur le Professeur Jean-Michel Poughon
et
l'Université de la Sarre (Faculté de droit et de Sciences économiques et Centre juridique franco-allemand) domiciliée Universität des Saarlandes, Postfach 15 11 50, D- 66041 Saarbrücken, représentée par son Président, M. Volker LINNEWEBER,

il est convenu ce qui suit :

Préambule

Désireuses de développer leurs échanges dans le domaine de l'enseignement du droit et de la recherche en sciences juridiques, l'Université de la Sarre (Faculté de droit et de Science économique et le Centre juridique franco-allemand) et l'Université Robert Schuman (Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion) décident d'organiser leur coopération, dans la mesure de leurs moyens financiers, selon les termes de la présente convention.

Les deux Universités auront comme objectif de favoriser les échanges entre étudiants et enseignants allemands et français et de développer la connaissance des systèmes juridiques des deux pays ainsi que celle des langages juridiques correspondants.

A cette fin seront organisés

- des échanges d'étudiants entre l'Université Robert Schuman et l'Université de la Sarre. Le programme d'échanges entre ces deux Universités offre la possibilité à six étudiants inscrits à l'Université Robert Schuman de suivre les enseignements dispensés au Centre juridique franco-allemand de l'Université de la Sarre (niveau L1 et L2) et à six étudiants du Centre juridique franco-allemand de poursuivre leurs études à l'Université Robert Schuman (Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion) selon les modalités prévues dans la présente convention.
- des préparations et des soutenances de thèses en cotutelle et
- des échanges d'enseignants pour des séjours de courte ou de longue durée.

Le programme d'études intégrées répond aux objectifs de l'Université franco-allemande créée par l'Accord de Weimar du 19 septembre 1997.

Il ne porte pas atteinte aux coopérations existantes ou à venir que les deux Universités peuvent entretenir avec d'autres établissements dans le domaine de la formation de juristes franco-allemands, telles notamment :

- la coopération de l'Université Robert Schuman (Strasbourg III) avec l'Université de Fribourg en Brisgau,
- la coopération de l'Université de la Sarre avec l'Université de Metz,
- et la coopération de l'Université de la Sarre avec l'Université de Paris II (Panthéon-Assas).

Art. 1 : Programmes d'études intégrées

(1) Les deux Universités mettent en place un programme d'études intégrées.

(2) Le programme d'études intégrées comporte quatre années d'études (huit semestres) accomplies en partie à l'Université de la Sarre (Faculté de droit et de Science économique et Centre juridique franco-allemand) et en partie à l'Université Robert Schuman (Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion). Il conduit au diplôme de Master I de l'Université Robert Schuman.

Art. 2 : Organisation du programme d'études intégrées

(1) Le programme d'études intégrées s'adresse à des étudiants inscrits en première année d'études juridiques dans l'une ou l'autre des deux Universités partenaires. Cette inscription doit répondre aux conditions générales posées par le pays d'origine pour l'inscription à une Faculté de droit.

(2) Les deux premières années (L1 et L2) sont accomplies au Centre juridique franco-allemand de l'Université de la Sarre, les troisième et quatrième années (L3 et M1) étant accomplies à la Faculté de droit, de Sciences politiques et de Gestion de l'Université Robert Schuman (Strasbourg III).

(3) Le programme d'études intégrées franco-allemand fait usage du système européen de crédits (ECTS) ; chaque année d'études correspond à 60 crédits.

(4) A l'issue de la deuxième année (L2), les étudiants ayant validé 120 crédits européens sont admis à s'inscrire à la Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion de l'Université Robert Schuman au niveau L3 ou en première année de Magistère de juristes d'affaires franco-allemands de l'Université Robert Schuman (Strasbourg III).

(5) A l'issue de la troisième année (sixième semestre), les étudiants qui passent avec succès l'examen de Licence, organisé par l'Université Robert Schuman, obtiennent le Diplôme de la Licence en droit et sont admis à s'inscrire en quatrième année du programme (Master I, S1 et S2) ou deuxième année de Magistère « juristes d'affaires franco-allemands ».

(6) Par dérogation à l'alinéa précédent, les étudiants ayant validé 120 crédits européens au Centre juridique franco-allemand et le premier Examen d'Etat allemand (*erste juristische Prüfung*) ou ayant toutes les qualifications requises pour s'inscrire à cet examen, sont dispensés de l'année de L3 en droit et accèdent directement à la quatrième année du programme (Master I). Ces étudiants opteront pour l'une des maîtrises en droit (Master I) de leur choix offertes par l'Université Robert Schuman.

(7) Les étudiants du programme, titulaires du Master I, peuvent être admis à suivre les enseignements de Master II juridique au sein de l'Université Robert Schuman, dans les conditions prévues par cette dernière pour l'accès aux Master II.

(8) Les titulaires d'une licence en droit (L1, L2 et L3) et ayant obtenu le *erste juristische Prüfung* ou acquis toutes les qualifications requises pour s'inscrire à cet examen (« 3 Scheine ») pourront être admis en année de Master II juridique de l'Université Robert Schuman, dans les conditions fixées par cette dernière.

Art. 3 : Admission au programme d'études intégrées; publicité du programme.

(1) Le programme d'études intégrées s'adresse aux étudiants inscrits dans les filières juridiques de l'une ou l'autre des deux Universités partenaires. Les étudiants souhaitant intégrer le programme faisant l'objet de la présente convention doivent remplir les conditions fixées respectivement par les deux Universités partenaires pour l'admission à des études de droit. Ces étudiants doivent en outre remplir les exigences prévues par le présent article.

(2) L'admission en première année (L1) du programme d'études intégrées suppose un niveau de connaissance de la langue du partenaire permettant de suivre les enseignements prévus dans l'une et l'autre faculté, dans l'une et l'autre langue (en règle générale : allemand 1^{ère} langue au baccalauréat ou *Französisch (Leistungsfach)* à l'*Abitur*).

(3) Les admissions en première année (L1) du programme d'études intégrées sont prononcées par une commission pédagogique composée :

- d'un des directeurs du Centre juridique franco-allemand de l'Université de la Sarre,
- d'un professeur de l'Université Robert Schuman
- et du directeur du Magistère de « juristes d'affaires franco-allemands » de l'Université Robert Schuman (Strasbourg III).

(4) Le nombre maximum d'étudiants inscrits à l'Université Robert Schuman et admis à intégrer le présent programme est de six. Le nombre d'étudiants inscrits au Centre juridique franco-allemand appelés à poursuivre leurs études à l'Université Robert Schuman selon les modalités du présent programme est limité pareillement à six.

(5) Les deux établissements et leurs composantes directement intéressées (Faculté de droit, de Sciences politiques et de Gestion, Centre juridique franco-allemand) coordonneront leurs initiatives pour faire connaître le programme d'études intégrées auprès du public concerné des lycéens en classe terminale. Ils harmoniseront leur présentation du programme d'études intégrées sur Internet.

Art. 4 : Compétences respectives des universités partenaires.

(1) Les enseignements du programme sont organisés par les Universités de la Sarre et de Strasbourg III, chacune en ce qui la concerne, en conformité avec la législation nationale en vigueur et leur propre réglementation.

(2) Les conditions d'examen relèvent de la compétence propre de chacune des deux Universités, conformément à la législation nationale applicable.

(3) Les diplômes délivrés par chacune des deux Universités ne constituent pas un obstacle à la délivrance de « diplômes » par l'Université franco-allemande.

Art. 5 : Inscriptions

(1) Les étudiants du programme acquittent les droits de scolarité auprès de leur université d'origine, sous réserve des possibilités d'exonération existantes dans chaque université.

(2) Durant leur séjour dans l'université partenaire, les étudiants admis au programme d'études intégrées sont exonérés des droits de scolarité prévus par cette université sous réserve de la preuve de leur inscription dans leur université d'origine. Ils doivent faire face aux frais de logement et de subsistance occasionnés par leur séjour. Ils doivent fournir la preuve de leur couverture sociale.

(3) Durant leur séjour à Sarrebruck, les étudiants du programme acquittent à l'Université de la Sarre les contributions au *Studentenwerk* (*organisme équivalent au CROUS*) incluant le ticket semestriel de transports en commun et la carte à puce ainsi qu'à la *Studierendenschaft* (corporation des étudiants).

(4) Durant leur séjour à Strasbourg, les étudiants du programme acquittent à l'Université Robert Schuman les droits d'inscriptions obligatoires hors frais de scolarité (médecine préventive) et éventuellement les droits optionnels (sport, carte culture).

Art. 6. Supervision du programme d'études intégrées

(1) La supervision du programme d'études intégrées est confiée à la commission pédagogique (voir art. 3 al. 2); celle-ci, avec l'aide des services compétents des universités respectives, assiste les étudiants pendant la durée de leur séjour ; elle communique à l'université d'origine les renseignements pédagogiques utiles, notamment les résultats obtenus aux examens. Les membres de la commission peuvent se réunir afin de proposer les mesures d'harmonisation des enseignements qui pourraient être nécessaires.

(2) La commission pédagogique veille à la coordination des programmes de la filière. Elle soumet aux Présidents des deux Universités les mesures particulières nécessaires à l'exécution de la présente convention.

Art. 7 : Financement du programme

Les deux Universités s'efforceront d'obtenir un financement de ce programme auprès d'institutions nationales, internationales et franco-allemandes, notamment l'Université franco-allemande.

Art. 8 : Exemplaires originaux

La convention est rédigée en langue française et en langue allemande. Chaque version est authentique et fait foi. Quatre exemplaires originaux (deux en français et deux en allemand) seront signés par les représentants des deux Universités.

Art. 9 : Durée de validité de la convention

(1) La convention entre en vigueur lors de la signature par les représentants des deux Universités.

(2) Elle est conclue pour une période de cinq ans. A l'issue de cette période, elle pourra être renouvelée sous réserve d'être à nouveau soumise aux instances compétentes de chacune des deux Universités. Dans l'hypothèse où la convention prend fin, les deux Universités se portent garantes que les étudiants inscrits lors de la date d'échéance puissent achever leurs études selon la réglementation prévue par la convention.

Fait à Strasbourg, le

Florence BENOIT-ROHMER
Président
Université Robert Schuman (Strasbourg III)

Jean-Michel Poughon
Doyen
Faculté de Droit, de Sciences politiques
et de Gestion

Fait à Strasbourg, le

Volker LINNEWEBER
Président
Université de la Sarre

Joachim Zentes
Doyen
Faculté de Droit, de Sciences
économiques

**Vereinbarung zwischen
der Universität Robert Schuman (Strasbourg III)
(Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion)
und
der Universität des Saarlandes
(Rechts- und Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät und Centre juridique franco-
allemand)**

Zwischen den Unterzeichnern,
der Universität Robert Schuman (Strasbourg III), 1, place d'Athènes, F-67000 Strasbourg,
vertreten durch ihre Präsidentin, Frau Florence BENOIT-ROHMER, handelnd für die durch
ihren Dekan, Herrn Professor Jean-Michel Poughon, vertretene Faculté de Droit, de
Sciences politiques et de Gestion
und
der Universität des Saarlandes (Rechts- und Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät und
Centre juridique franco-allemand), Postfach 15 11 50, D – 66041 Saarbrücken, vertreten
durch ihren Präsidenten, Herrn Volker LINNEWEBER

wird vereinbart:

Präambel

In dem Bestreben, ihren Austausch in den Bereichen der Rechtslehre und der rechtswissenschaftlichen Forschung auszubauen, haben sich die Universität des Saarlandes (Rechts- und Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät und Centre juridique franco-allemand) und die Universität Robert Schuman (Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion) entschieden, ihre Zusammenarbeit im Rahmen ihrer finanziellen Möglichkeiten gemäß der vorliegenden Vereinbarung zu gestalten.

Die beiden Universitäten haben das Ziel, den Austausch zwischen deutschen und französischen Studierenden und Lehrkräften zu fördern und die Kenntnis über die beiden Rechtssysteme sowie die entsprechende juristische Fachterminologie zu vermitteln.

Zur Erreichung dieses Zieles wird

- ein Austausch von Studierenden zwischen der Universität Robert Schuman und der Universität des Saarlandes durchgeführt. Das Austauschprogramm zwischen den beiden Universitäten bietet sechs an der Universität Robert Schuman eingeschriebenen Studierenden die Möglichkeit, die am Centre juridique franco-allemand der Universität des Saarlandes stattfindenden Lehrveranstaltungen zu besuchen (Niveau L1 und L2) und sechs Studierenden des Centre juridique franco-allemand, ihr Studium an der Universität Robert Schuman (Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion) fortzusetzen, jeweils gemäß den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung,
- die Möglichkeit zur Anfertigung binationaler Doktorarbeiten (*thèses en cotutelle* – „Promotionen in gemeinsamer Betreuung“) eröffnet und
- der Austausch von Lehrkräften über kürzere oder längere Zeiträume initiiert.

Das integrierte Studienprogramm orientiert sich an den Zielen der im Abkommen von Weimar vom 19. September 1997 gegründeten Deutsch-Französischen Hochschule.

Von dieser Vereinbarung bleiben bereits bestehende oder künftige Kooperationen, die die beiden Universitäten mit anderen Einrichtungen im Bereich der Ausbildung deutsch-französischer Juristen unterhalten können, unberührt, insbesondere

- die Zusammenarbeit zwischen der Universität Robert Schuman (Strasbourg III) und der Universität Freiburg im Breisgau
- die Zusammenarbeit zwischen der Universität des Saarlandes und der Universität Metz,
- die Zusammenarbeit zwischen der Universität des Saarlandes und der Universität Paris II (Panthéon-Assas).

Art. 1: Integriertes Studienprogramm

(1) Beide Universitäten richten ein integriertes Studienprogramm ein.

(2) Das integrierte Studienprogramm umfasst vier Studienjahre (8 Semester), die teils an der Universität des Saarlandes (Rechts- und Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät und Centre juridique franco-allemand), teils an der Universität Robert Schuman (Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion) abgeleistet werden. Es führt zum Abschluss Master I der Université Robert Schuman (Strasbourg III).

Art. 2: Gestaltung des integrierten Studienprogramms

(1) Das integrierte Studienprogramm richtet sich an Studierende der Rechtswissenschaft, die im ersten Semester an der einen oder anderen Partneruniversität eingeschrieben sind. Es gelten die Bedingungen zur Einschreibung in einen Studiengang der Rechtswissenschaften im Heimatland.

(2) Die ersten beiden Jahre (L1 und L2) werden am Centre-juridique franco-allemand der Universität des Saarlandes absolviert, das dritte und vierte Jahr (L3 und M1) an der Faculté de Droit, de Sciences politiques et de Gestion der Universität Robert Schuman (Strasbourg III).

(3) Das deutsch-französische Studienprogramm wendet das Europäische Leistungspunktsystem (ECTS) an; in jedem Studienjahr werden 60 Europäische Leistungspunkte vergeben.

(4) Nach Abschluss des zweiten Jahres (L2) haben diejenigen Studierenden, die 120 Europäische Leistungspunkte erreicht haben, die Berechtigung erworben, sich an der Universität Robert Schuman für das Niveau L3 oder für das erste Jahr des Magistère de juristes d'affaires franco-allemands der Universität Robert Schuman (Strasbourg III) einzuschreiben.

(5) Nach Abschluss des dritten Jahres (sechstes Semester) erhalten diejenigen Studierenden, die die von der Universität Robert Schuman abgehaltene Prüfung der „Licence“ bestanden haben, das Diplom der „Licence en droit“ und sind berechtigt, sich für das vierte Jahr des Programms (Master I, S1 und S2) oder das zweite Jahr des Magistère de juristes d'affaires franco-allemands einzuschreiben.

(6) Abweichend zum vorherigen Absatz sind diejenigen Studierenden, die am Centre juridique franco-allemand der Universität des Saarlandes 120 Europäische Leistungspunkte erreicht haben und die erste juristische Prüfung bestanden haben oder alle für die Anmeldung zur Ablegung dieser Prüfung erforderlichen Voraussetzungen aufweisen, von der Belegung des Jahres L3 des rechtswissenschaftlichen Studiums befreit und haben die Berechtigung, unmittelbar das vierte Jahr des Programms (Master I) zu durchlaufen. Diese Studierenden können eine der von der Universität Robert Schuman angebotenen „Maîtrises en droit“ (Master I) wählen.

(7) Die Studierenden des Programms, die den Abschluss Master I erworben haben, können nach Maßgabe der von der Universität Robert Schuman aufgestellten Bedingungen für den Zugang zum Master II zur Teilnahme an den Lehrveranstaltungen im Rahmen des rechtswissenschaftlichen Master II zugelassen werden.

(8) Die Inhaber einer „Licence en droit“ (L1, L2 und L3), die die erste juristische Prüfung bestanden haben oder die erforderlichen Voraussetzungen für die Anmeldung zur Ablegung dieser Prüfung erfüllen („3 Scheine“), können nach den von der Universität Robert Schuman aufgestellten Voraussetzungen für das Jahr des rechtswissenschaftlichen Master II zugelassen werden .

Art. 3 : Zulassung zum integrierten Studienprogramm; Werbung für das integrierte Studienprogramm

(1) Das Studienprogramm richtet sich an Studierende in den Studiengängen der Rechtswissenschaften der beiden Partneruniversitäten. Sie müssen also zunächst den Bedingungen der Einschreibung in diese Studiengänge genügen. Darüber hinaus erfolgt die Zulassung zum integrierten Studienprogramm gemäß den Bestimmungen dieses Artikels.

(2) Die Zulassung zum ersten Jahr (L1) des integrierten Studienprogramms erfordert Kenntnisse der Sprache des Partners, die es ermöglichen, den in den beiden Fakultäten vorgesehenen und in den beiden Sprachen gehaltenen Lehrveranstaltungen folgen zu können (in der Regel: Deutsch als erste Sprache im *Baccalauréat* oder Französisch als Leistungsfach im Abitur).

(3) Die Zulassungen zum ersten Jahr (L1) des integrierten Studienprogramms erfolgen durch eine pädagogische Kommission, die zusammengesetzt ist aus:

- einem der Direktoren des Centre juridique franco-allemand der Universität des Saarlandes
- einem Professor der Universität Robert Schuman und
- dem Direktor des Magistère de juristes d'affaires franco-allemands der Universität Robert Schuman (Strasbourg III).

(4) Höchstens sechs Studierende der Universität Robert Schuman können das durch diese Vereinbarung geregelte Studienprogramm in ihr Studium integrieren. Die Anzahl der am Centre juridique franco-allemand der Universität des Saarlandes eingeschriebenen Studierenden, die ihr Studium im Rahmen des durch diese Vereinbarung geregelten Studienprogramms an der Universität Robert Schuman fortsetzen dürfen, ist ebenfalls auf sechs begrenzt.

(5) Die beiden Universitäten und ihre unmittelbar beteiligten Einrichtungen (Faculté de droit, de Sciences politiques et de Gestion, Centre juridique franco-allemand) werden ihre Initiativen zur Vorstellung des integrierten Studienprogramms in den Abschlussklassen der Gymnasien miteinander abstimmen. Die jeweilige Internet-Präsentation des Studienprogramms wird aneinander angeglichen.

Art. 4 : Jeweilige Zuständigkeiten der Partneruniversitäten

(1) Die Lehrveranstaltungen des Programms werden durch die Universitäten des Saarlandes und Strasbourg III jeweils in Übereinstimmung mit dem geltenden nationalen Recht und ihrer eigenen Rechtssetzung zusammengestellt.

(2) Die Prüfungsbedingungen unterliegen jeweils der Zuständigkeit der einzelnen Universitäten, entsprechend der jeweils anzuwendenden nationalen Gesetzgebung.

(3) Die Verleihung von Diplomen durch jede der beiden Universitäten steht der Verleihung von „Urkunden“ durch die Deutsch-Französische Hochschule nicht entgegen.

Art. 5 : Einschreibungen

(1) Die Studierenden zahlen Studiengebühren an ihrer Heimatuniversität. Die an der jeweiligen Universität bestehenden Befreiungsmöglichkeiten bleiben unberührt.

(2) Während ihres Aufenthaltes an der Partneruniversität sind Studierende des integrierten Studienprogramms von den Studiengebühren der jeweiligen Universität befreit, sofern sie eine Einschreibung an ihrer Heimatuniversität nachweisen. Sie haben die Kosten für ihre Unterkunft und den Lebensunterhalt zu tragen. Sie haben den Nachweis einer Krankenversicherung zu erbringen.

(3) Während ihres Aufenthaltes in Saarbrücken zahlen die Studierenden an die Universität des Saarlandes die Beiträge zum Studentenwerk und zur Studierendenschaft einschließlich des Semestertickets und der Chipkarte.

(4) Während ihres Aufenthaltes in Straßburg zahlen die Studierenden an die Universität Robert Schuman die Einschreibgebühr (Gebühren für die medizinische Vorsorgeuntersuchung) und unter Umständen die freiwilligen Gebühren (für die Teilnahme an Sportveranstaltungen oder für den Kulturausweis), jedoch keine Studiengebühren.

Art. 6 : Betreuung des integrierten Studienprogramms

(1) Die Betreuung des integrierten Studienprogramms obliegt der pädagogischen Kommission (vgl. Art. 3 Absatz 2); diese unterstützt mit Hilfe der jeweils zuständigen Dienststellen der beiden Universitäten die Studierenden während der Dauer ihres Aufenthaltes; sie übermittelt die notwendigen Informationen an die Heimatuniversität, insbesondere die erzielten Prüfungsergebnisse. Die Kommissionsmitglieder können zusammenkommen, um die zur Harmonisierung der Lehrveranstaltungen eventuell notwendigen Maßnahmen vorzuschlagen.

(2) Die pädagogische Kommission trägt für die Koordinierung des Inhalts des Studienprogramms Sorge. Sie unterbreitet den Präsidenten der beiden Universitäten die notwendigen Einzelmaßnahmen zur Durchführung der vorliegenden Vereinbarung.

Art. 7 : Finanzierung des Programms

Die beiden Universitäten werden sich bemühen, eine Finanzierung dieses Programms durch nationale, internationale und deutsch-französische Einrichtungen zu erreichen, insbesondere durch die Deutsch-Französische Hochschule.

Art. 8 : Originalausfertigungen

Die Vereinbarung ist in französischer und deutscher Sprache verfasst. Jede Fassung ist gleichermaßen authentisch und maßgebend. Die Vertreter der beiden Universitäten werden vier Originalausfertigungen (zwei in französischer Sprache, zwei in deutscher Sprache) unterzeichnen.

Art. 9 Geltungsdauer der Vereinbarung

(1) Diese Vereinbarung tritt mit ihrer Unterzeichnung durch die Vertreter der beiden Universitäten in Kraft.

(2) Sie ist für die Dauer von fünf Jahren geschlossen. Nach Ablauf dieses Zeitraums kann sie nach erneuter Vorlage bei der zuständigen Stelle von beiden Partneruniversitäten verlängert werden. Im Falle der Beendigung dieser Vereinbarung stellen die beiden Universitäten sicher, dass die im Zeitpunkt des Auslaufens für das integrierte Studienprogramm noch eingeschriebenen Studierenden ihr Studium gemäß den Vorschriften dieser Vereinbarung abschließen können.

Straßburg, den

Saarbrücken, den

Florence BENOIT-ROHMER
Präsidentin der Universität
Robert Schuman (Strasbourg III)

Volker LINNEWEBER
Präsident der Universität
des Saarlandes

Jean-Michel Poughon
Dekan
Faculté de Droit, de Sciences politiques
et de Gestion

Joachim Zentes
Dekan
Rechts- und
Wirtschaftswissenschaftliche Fakultät